

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

| | |
|--|-----|
| Conseillers en exercice | |
| • Nombre | 53 |
| • Voix | 322 |
| Présents | |
| • Nombre | 36 |
| • Voix | 233 |
| Pouvoirs | |
| • Nombre | 4 |
| • Voix | 17 |
| Majorité simple selon article 11.2 des statuts | |

| | |
|---------------------------|-----|
| Suffrages exprimés | |
| Pour | |
| • Nombre | 40 |
| • Voix | 250 |
| Contre | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Abstention | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Pouban, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Cazalis, Christine Fournadet, Jean-Yves Arrestat, Philippe Baron, Francis Betbeder, Philippe Brethes, Pierre Cazères, Jean-Emmanuel Dargelos, Denis Lanusse, Patrick Maunas, Laurent Nolibois, Christophe Pugnetti, Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Daniel Arribère, Michel Chanut, Jean-Jacques Dané, Christian Ducos, Bernard Labadie, Antoine Lequertier, Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Monsieur Xavier Fortinon
- Pour les communautés de communes membres : Madame et Messieurs Pascale Réquenna, Didier Gaugeacq, Jean-Michel Le Bihan

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Charles Pelanne
- Pour la Région membre : Monsieur Alain Rousset
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe Castets, Michel Cuyaubé, Pierre Lajus, Philippe Latry, Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel Bareyt, Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Céline Salles



OBJET : Conventions / Ressource en eau - Convention avec la fédération de pêche du Gers pour l'utilisation des réservoirs de soutien d'été situés dans le département du Gers

Exposé des motifs :

La fédération de pêche du Gers a sollicité l'Institution Adour pour la signature d'une convention relative à la mise à disposition gratuite de l'exercice du droit de pêche sur les lacs propriétés de l'Institution Adour et situés dans le département du Gers.

Il s'agit des sites suivants :

| Réservoir | Communes |
|------------|--|
| Bourgès | Gazax-et-Baccarisse et Louslitges |
| Cassagnaou | Montpardiac, Tillac et Troncens |
| Charros | Monguilhem (et Bourdalat (40)) |
| La Barne | Jû-Belloc et Plaisance-du-Gers |
| Lapeyrie | Aignan |
| Maribot | Beaumarchés |
| Saint-Jean | Lupiac, Peyrusse-Grande, Peyrusse-Vieille et Saint-Pierre-d'Aubézies |
| Tillac | Tillac |

Cette convention actualise les droits précédemment consentis sur chacun des réservoirs et uniformise les pratiques sur ces lacs gersois de l'Institution Adour.

La fédération aura donc en charge la gestion piscicole et halieutique des lacs, et sera en charge de la réglementation de la pratique de la pêche (depuis les berges, hors digues, et en float-tube sur le lac).

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'accepter les modalités de mise à disposition de nos réservoirs gersois à la fédération de pêche du Gers, pour une durée de trois ans, selon les modalités de la convention telle qu'annexée à la présente,
- D'autoriser le président à signer la convention.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.



Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE

CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION GRATUITE DE L'EXERCICE DU DROIT DE PECHE EN
APPLICATION DE L'ARTICLE L. 435-5 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Entre les soussignés :

L'Institution Adour, Établissement Public Territorial du Bassin de l'Adour, sise 38 rue Victor Hugo 40025 MONT-DE-MARSAN cedex, représentée par son Président Monsieur Paul CARRÈRE.

ci-après dénommé « **le propriétaire** »,

et

La Fédération Départementale du Gers pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, sise à 755 route de Toulouse 32000 AUCH, représentée par son Président René LOUBET

ci-après dénommée « **la Fédération** »,

D'autre part,

Il est convenu :

Entre le propriétaire et la Fédération une convention de mise à disposition gratuite de l'exercice du droit de pêche aux clauses et conditions ci-dessous précisées :

I. - Désignation

Le bien, objet de la présente convention de mise à disposition gratuite de l'exercice du droit de pêche, est :

| Nom du lac | Commune(s) |
|-------------------|--|
| Bourgès | Gazax-et-Baccarisse et Louslitges |
| Cassagnaou | Montpardiac, Tillac et Troncens |
| Charros | Monguilhem et Bourdalat (40) |
| La Barne | Jû-Belloc et Plaisance-du-Gers |
| Lapeyrie | Aignan |
| Maribot | Beaumarchés |
| Saint-Jean | Lupiac, Peyrusse-Grande, Peyrusse-Vieille et Saint-Pierre-d'Aubézies |
| Tillac | Tillac |

II. - Objet - Obligations réciproques

La présente convention a pour objet la mise à disposition gratuite de l'exercice du droit de pêche au profit de la Fédération, sous réserve du respect des obligations réciproques suivantes :

a) Le propriétaire

- Le propriétaire conserve la pleine propriété de son bien, dont notamment l'exercice du droit de pêche, pour la durée de la présente convention ;
- Le propriétaire a à sa charge les travaux courants d'entretien des berges et des abords. Des opérations communes peuvent être organisées de concert ;
- Le propriétaire se réserve le droit de modifier les équipements et d'en développer de nouveaux sur le réservoir, et de faire évoluer les modalités d'usages ;
- Le propriétaire autorise la Fédération à :
 - Mener des actions de gestion des peuplements piscicoles et du milieu
 - Mener des actions de valorisation (ex : création de poste, animation, concours ...) information à l'IA en amont de toute intervention
 - Demander l'application de la loi pêche (si eau close) et à déterminer les réglementations à inscrire à l'arrêté préfectoral de la pêche en eau douce.
 - Utiliser une embarcation avec moteur thermique pour les actions de contrôles réalisés par les gardes pêche particuliers.

b) La Fédération

- La Fédération prend les lieux objet de la convention dans l'état où ils se trouvent au moment de sa signature.
- La Fédération s'engage à :
 - veiller à ce qu'elle-même et ses mandants respectent les limites de la propriété objet de la présente convention ;
 - justifier d'une assurance responsabilité civile pour elle-même et ses mandants pour l'exercice du droit de pêche et du droit de passage ;
 - réparer les dommages subis par le propriétaire dans le cadre de l'exercice du droit de pêche objet de la présente convention ;
 - informer, en tant que de besoin, le propriétaire de tout événement susceptible de nuire à l'application de la présente convention.

III. - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de trois années.. Sa reconduction devra faire l'objet d'une nouvelle délibération du comité syndical de l'Institution Adour.

Un bilan des actions engagées et de l'usage pêche sur ces lacs sera fait 6 mois avant la fin de la convention.

En cas d'inobservation par l'une des deux parties des dispositions de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à l'initiative de l'une partie un mois après une mise en demeure restée sans effet, adressée par courrier recommandé avec accusé de réception à la partie défaillante.

De même, la présente convention pourra être suspendue par l'Institution Adour pour des raisons d'usage de soutien d'étiage du réservoir ou d'exploitation du réservoir, ou pour la sécurité des ouvrages du réservoir, ou à l'initiative d'une des deux parties suite à une information par courrier avec accusé de réception 2 mois avant la date de dénonciation.



Pour tout litige ou toute mesure auxquels pourrait donner lieu l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et en cas d'absence d'accord amiable, l'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

Tribunal Administratif de PAU
Villa Noulibois – 50 cours Lyautey
BP 543
64010 PAU Cedex

Tél. : 05.59.84.94.40 – Fax : 05.59.02.49.93 – Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

IV. - Conditions particulières

L'exercice du droit de pêche comporte le bénéfice du droit de passage qui doit s'exercer, autant que possible, en suivant la rive du lac et à moindre dommage.

Le droit de passage s'accompagne du droit de se maintenir sur le terrain du propriétaire, objet de la présente convention, pendant le temps nécessaire à l'exercice du droit de pêche.

V. - Exercice de la pêche

| Nom du lac | Pêche de nuit (1) | Pêche en Float-tube (2) | Pêche en barque (3) | Pêche interdite ou réserve de pêche (4) |
|------------|-------------------|-------------------------|---------------------|---|
| Bourgès | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Interdit | Depuis la digue |
| Cassagnaou | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Interdit | Depuis la digue |
| Charros | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Depuis la digue |
| La Barne | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Depuis les 3 digues – plan d'eau amont et zone humide à l'aval interdits à la pêche |
| Lapeyrie | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Interdit | Depuis la digue |
| Maribot | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Interdit | Depuis la digue |
| Saint-Jean | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Depuis la digue. Zone de quiétude |
| Tillac | Sur tout le lac | Sur tout le lac | Interdit | Depuis la digue |

(2) Avec des palmes uniquement. Interdit à moins de 50m de la digue.

(3) Moteur thermique interdit. Interdit à moins de 50m de la digue.

(1) (2) (3) (4) Prise d'un arrêté préfectoral.

Dans tous les cas, toute navigation à des fins halieutiques sera strictement interdite à tous engins propulsés par un moteur thermique (hors garderie, suivi technique et/ou piscicole).



Aucun engin de navigation ne devra par ailleurs rester stationné sur l'eau ou en dehors (abords du réservoir) hors activité de pêche.

Lac du Charros

La convention du 10/04/2014 établie entre l'Institution Adour et les Fédérations de pêche des Landes et du Gers définit la pleine gestion halieutique du lac du Charros au profit de la Fédération de pêche du Gers. De même la Fédération de pêche des Landes bénéficie de la gestion du lac du Tailluret.

VI. - Utilisations des réservoirs

Les lacs concernés par la présente ont tous une vocation prioritairement hydraulique. Ils sont utilisés pour réalimenter les rivières tributaires afin d'y satisfaire des besoins en eau de toute nature.

L'Institution Adour est liée par une concession de Service Public et un marché de prestations de service à un gestionnaire pour l'exploitation de ces réservoirs de soutien d'étiage qui est la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne.

Il est rappelé que les lâchers ou prélèvements peuvent être importants en période d'étiage, entraînant une baisse régulière de niveau. Le niveau des réservoirs peut être très bas en fin d'étiage lors des saisons particulièrement sèches.

L'autorisation de navigation peut être suspendue à tout moment sur un réservoir par l'Institution Adour si nécessaire.

La Fédération de Pêche du Gers ne pourra émettre aucune réclamation du fait de l'exploitation hydraulique et de valorisation économique des lacs, et des variations du niveau d'eau et du volume stocké.

De plus, si la nécessité l'oblige, l'Institution Adour ou la CACG sont tenues d'assurer l'entretien technique des installations hydrauliques et des barrages. À ce titre, elles se réservent le droit de procéder aux vidanges réglementaires permettant d'assécher les ouvrages. Pour éviter l'asphyxie du poisson, l'Institution Adour maintiendra le culot piscicole nécessaire à la survie du poisson. Le décret du 11 /12/2007 N° 2007 /1735 n'oblige plus à une vidange totale tous les 10 ans.

VII. - Les aménagements

A la signature de la convention, les lacs sus mentionnés ne présentent pas d'aménagement spécifique (mise à l'eau, Poste de pêche, ...) à destination des pêcheurs.

VIII. - Information / signalétique

Information auprès des pêcheurs navigants à des fins halieutiques

Une information auprès des pêcheurs navigants à des fins halieutiques sera effectuée par la fédération de pêche et les AAPPMA sur l'ensemble des dispositions à respecter permettant la pratique de cette navigation halieutique.

Cette information donnera lieu au rappel de l'intégralité des dispositions à respecter ainsi que des responsabilités engagées. Elle sera renouvelée chaque année.



En cas de manquement à l'une des dispositions par un pêcheur navigant, le droit de suspendre ou d'interdire nominativement le droit de navigation dont elle est detentric a ce pêcheur désigné.

Signalétique de pratique de la pêche

La fédération de pêche et les AAPPMA s'occupent et ont sous leur responsabilité toute la signalisation nécessitée par la pratique de la pêche et la navigation à des fins halieutiques.

Signalétique d'accès au plan d'eau

L'accès aux plans d'eau et cales de mise en eau des barques se fera par un chemin matérialisé et banalisé.

Matérialisation des zones interdites à la pêche et à la navigation à des fins halieutiques

Ces zones, représentant donc des enjeux en termes d'environnement et de sécurité des équipements installés sur le lac, seront matérialisées au moyen de bouées, flotteurs ou panneaux suivant les configurations techniques :

- zones de quiétude,
- depuis les digues,
- zone interdite à la navigation sur une bande de 50 m le long des digues,
- zones autour d'installations techniques

Enfin, la sécurité des organes du déversoir, et plus particulièrement de la digue, doit être assurée impérativement.

Financement

Après autorisation du propriétaire, tous les aménagements nécessaires à l'exercice de la pêche seront pris en charge financièrement et techniquement par la fédération de pêche et les AAPPMA

La prise en charge des signalétiques pourra dépendre de l'objectif de celles-ci : ceux abordant les règles sur le fonctionnement du réservoir et les règles de sécurité de la retenue seront pris en charge par l'Institution Adour ; ceux-relevant de la pratique de la pêche et de la navigation seront pris en charge par la fédération de pêche et les AAPPMA.

IX. - Culot interdit à la navigation

À partir de niveaux d'eau devenus incompatibles avec la pratique de la pêche, et correspondant à une interdiction de pêche (= atteinte du culot piscicole), la navigation sera suspendue temporairement. Ces niveaux marquant la suspension de la pêche et de la navigation seront matérialisés sur le terrain par une bouée de couleur ou un panneau (à proximité des échelles de niveau accolées à la digue). Un affichage sur chaque site concerné sera également réalisé marquant cette suspension.

Cette navigation reprendra à la remontée des niveaux.

La surveillance du respect de cette interdiction sera réalisée par la fédération de pêche et les AAPPMA.

X. - Prévention des risques

Veille sanitaire

Des restrictions d'usages et d'interventions seront mises en place en lien avec la présence de cyanobactéries. L'Institution Adour informera la fédération de pêche et les AAPPMA lors de la présence de cyanobactéries, avec les restrictions d'usages appliquées sur le site (risque bactériologique).



Risque de chute et noyade

La présente convention concerne des réservoirs de soutien d'été et leurs ouvrages hydrauliques.

Il est notamment rappelé que l'accès aux ouvrages hydrauliques présents sur et en bas des digues est interdit en raison des risques de chute et de la présence d'ouvrages sensibles et sous tension.

Plan de prévention des risques

Les prestations - qui exposent aux risques bactériologiques, risque de noyade, chute d'une hauteur supérieure à 3 m, ou d'ensevelissement - relèvent des « travaux dangereux » au sens de l'Arrêté du 19 mars 1993 et doivent faire l'objet d'un plan de prévention des risques.

Ainsi, en cas d'interventions d'entreprises extérieures, le plan de prévention interne à fournir par le titulaire sera établi en intégrant ces risques. Ce plan de prévention sera co-signé par le titulaire du marché et par le maître d'ouvrage des travaux puis notifié avec l'acte d'engagement, avant toute intervention sur le terrain.

De même, dans le cadre d'interventions en régie, les personnels de la fédération de pêche et des AAPPMA seront sensibilisés à ces risques.

XI. - Qualité des eaux

L'Institution Adour se dégage de toute responsabilité en termes de qualité des eaux. Il est rappelé que les réservoirs de soutien d'été ne font pas l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de baignade, ni d'aucun suivi régulier de la qualité de leurs eaux. En conséquence, il est rappelé que la baignade est interdite sur l'ensemble des propriétés de l'Institution Adour.

De même, en cas de signalement de cyanobactéries, toute activité de pêche depuis le bord ou en embarcation sera interdite. L'interdiction ne pourra être levée que par l'Institution Adour.

XII. - Divers

La présente convention est faite en trois originaux,

Fait à , le / / .

L'Institution Adour :
Lu et approuvé
(Signature)

La Fédération de Pêche du Gers :
Lu et approuvé
(Signature)